

18^{ème} Université de SAUVONS LE CLIMAT

**L'ÉLECTRIFICATION
DES USAGES
MOTEUR ESSENTIEL DE LA
DÉCARBONATION**

PARIS

13 au 15 octobre 2026

Plus d'électrification pour moins d'émissions de gaz à effet de serre...

Les énergies fossiles, qui représentent encore les deux tiers de la consommation énergétique française, sont à la fois une menace pour notre planète et un risque stratégique pour notre indépendance.

En remplacement, le développement des usages électriques est présenté comme un levier puissant pour concrétiser la décarbonation de notre économie et renforcer notre souveraineté.

Beaucoup s'accordent à dire que les conditions sont aujourd'hui réunies : l'électricité est disponible et très largement décarbonée, les usages sont identifiés, les solutions existent... L'envolée des prix à la pompe marque les esprits et le portefeuille des français et 2 / 3 d'entre eux sont favorables au remplacement des énergies fossiles par l'électricité.

L'électrification s'impose comme le pilier central de la stratégie de décarbonation de la France. Les troisièmes éditions de la SNBC (SNBC 3) et de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) mentionnent explicitement, aux côtés de l'amélioration de l'efficacité énergétique et du développement des pratiques de sobriété, l'électrification des usages avec des objectifs de décarbonation ambitieux.

Du coup chacun embraie, y va de son plan d'électrification des usages, à commencer par le gouvernement et les grands acteurs du secteur... jusqu'à la Commission européenne.

Mais la transition d'une économie française dépendante des énergies fossiles vers un modèle massivement électrifié représente un défi industriel, économique et social sans précédent tant la bascule doit s'opérer de façon radicale dans trois secteurs clés :

- Le bâtiment (résidentiel et tertiaire) : son taux d'électrification est déjà de 47 % (bien au-dessus de la moyenne européenne de 37 %). Mais 34 % de la consommation finale résidentielle dépend encore des énergies fossiles pour le chauffage et l'eau chaude. L'enjeu majeur est de remplacer le fioul et le gaz par des pompes à chaleur.
- Les transports : ce secteur, qui ne consomme aujourd'hui qu'une part marginale d'électricité (environ 2,4 TWh), représente plus d'un tiers des émissions directes de gaz à effet de serre du pays. La trajectoire prévoit que sa consommation avoisinera 100 TWh d'ici 2050 avec l'essor de 15 millions de véhicules électriques légers et l'électrification de plus de 20 % des camions
- L'industrie : elle représente 25 % de la consommation globale d'électricité en France. Les objectifs de la PPE 3 fixent d'atteindre un taux d'électrification industrielle de 45 % à moyen terme et 55 % d'ici 2050, notamment en convertissant les hauts fourneaux et les usines chimiques.

Cette incontournable électrification des usages, conditionnée à une transformation rapide des équipements, nécessite aussi d'être accompagnée par les pouvoirs publics, afin que décarboner rime avec compétitivité.

Tous ces aspects constituent le cœur de cette 18ème Université de « Sauvons Le Climat ». Ils sont abordés au travers des interventions d'une pluralité d'acteurs du secteur. Qu'ils soient ici vivement remerciés pour leurs contributions.



Christian DURAND

Trésorier de l'association « Sauvons Le Climat » (SLC)

Le programme

Résidence internationale de Paris

44 Rue Louis Lumière
20ème Arrondissement
Paris 75020

Mardi après-midi 13 octobre

Gambetta 2

14h00-14h10 Introduction

Eric MAUCORT - Président de l'association "Sauvons Le Climat" (SLC)

Panorama général

14h10-15h10

L'électrification des usages : la réponse au trilemme énergétique (sécurité, équité, durabilité) ?

Marie-Line VAIANI - Directrice Exécutive - Conseil Français de l'Énergie (World Energy Council France)

15h20-16h20

Electrification : la France peut-elle rattraper son retard au démarrage ?

Damien SIESS - Chef de Projet à la Direction Régulations - EDF

Pause / collation

16h50-17h50

Electrification & Certificats d'Economies d'Energie (CEE) : après l'impulsion, la concrétisation est en marche

Eric GASPAROTTO - Directeur Mission Certificats d'Economie d'Energie (CEE) - EDF

Transport

18h00-19h00

Batteries : état de l'art & innovations

Didier BLOCH - Ancien Chef de Laboratoire du CEA-LITEN (Grenoble)

Mercredi matin 14 octobre

Gambetta 2

Transport (suite et fin)

9h00-10h00

Un nouveau grand défi pour les années à venir : l'électrification du transport routier de marchandise

Jean-Pierre HAUET - Président du Conseil scientifique, économique, environnemental et social - EdEn (Equilibre des Energies)

10h10-11h10

Accélérer la transition vers la mobilité électrique

Joseph BERETTA - Président d'honneur - Avere-France (Association nationale pour le développement de la mobilité électrique)

11h20-12h20

Décarboner 1 000 bus en 15 ans : le défi lyonnais de la transition énergétique pour le 2ème réseau de transport en commun de France

Magalie CAMPMAS - Responsable du pôle Bus-Bâteaux - SYTRAL Mobilités

Bâtiment

14h00-15h00	Pompes à chaleur de grande capacité pour accélérer la décarbonation du bâtiment ? Le temps est venu !	Frédéric VERDEJO - Directeur du service prescription France - Spécialiste PAC air-eau - marchés résidentiels et collectif - Panasonic chauffage & refroidissement Solutions Europe
15h10-16h10	Quand la PAC Air/eau réussit l'épreuve du grand froid	Julien DUMAS - Directeur des Opérations - Domosolaris

Pause / collation

16h40-17h40	Les performances réelles des pompes à chaleur en maisons individuelles	Uwe BRANKAMP - Consultant HVAC (Chauffage, Ventilation et Climatisation)
-------------	--	---

Pause / changement configuration salle (de classe vers théâtre)

Conférences ouvertes au public

18h15-18h30	Présentation de SLC et des enjeux de l'électrification	Eric MAUCORT - Président de l'association "Sauvons Le Climat" (SLC)
18h30-20h00	Produire en France avec l'énergie de France : de l'avantage électrique à l'avantage industriel	Raphaël SCHELLENBERGER - Député du Haut-Rhin

Industrie et numérique

8h45-9h45	Décarboner l'industrie par l'électrification : la France a la carte, il est temps de la jouer	Christian POITOU - Responsable de Programme R&D "Performance et Électrification des bâtiments et de l'industrie" - EDF
9h55-10h55	Décarbonation chez Saint-Gobain : l'exemple des procédés verriers	Pierre MILLEREAU - Responsable Programme R&D CO2 Groupe - Saint Gobain
11h05-12h05	Efficacité énergétique et empreinte carbone des data centers : comprendre les enjeux et les responsabilités	Philippe DESMAISON - Directeur Développement Durable - AWS France
12h15-12h30	Synthèse et conclusion	Eric MAUCORT - Président de l'association "Sauvons Le Climat" (SLC)

Les intervenants

Joseph BERETTA

Président d'honneur – Avere France (Association nationale pour le développement de la mobilité électrique)



Accélérer la transition vers la mobilité électrique

Au 2^e trimestre 2026, 2 808 507 véhicules électriques et hybrides rechargeables circulent en France. La transition vers la mobilité électrique est en cours, mais elle ne repose pas seulement sur les véhicules. Elle dépend aussi de la capacité à déployer des infrastructures de recharge adaptées aux usages, aux territoires et aux attentes des utilisateurs pour leur permettre de se déplacer partout, à tout moment, en toute sérénité et d'assurer le bon fonctionnement du système électrique. Cette dynamique ne doit pas se faire au détriment

de la qualité de service.

En franchissant le cap des 200 000 points de recharge ouverts au public, la France atteint un jalon historique de son électrification. Il témoigne de la transformation profonde de notre paysage de mobilité. Aujourd'hui la France est un des pays les plus avancés d'Europe en matière d'infrastructures de recharge. Son réseau constitue désormais un véritable patrimoine national, comme le réseau ferré ou autoroutier en son temps, il est appelé à accompagner pendant plusieurs décennies les déplacements des Français.

200 000 points de recharge, 35,4 % de parts de marché pour les voitures électriques : rarement deux chiffres auront aussi bien raconté une même histoire, celle du passage progressif de l'électrique du statut d'alternative à celui de nouvelle référence de mobilité.

Didier BLOCH

Ancien Chef de Laboratoire du CEA-LITEN (Grenoble)



Batteries :

état de l'art & innovations

Les présentations effectuées pour SLC en septembre 2018 à Autrans et le 11 octobre 2023 au CEA-Saclay avaient permis de dresser quelques perspectives quant aux besoins en matériaux des batteries pour la mobilité électrique.

Celles-ci se sont-elles révélées pertinentes au regard de la situation actuelle ?

De nouveaux éléments ont-ils modifié la donne ?

Cette présentation proposera de faire l'état des lieux des développements dans le domaine des batteries, et de dresser quelques pistes pour l'avenir.

Uwe BRANKAMP

Consultant HVAC (Chauffage, Ventilation et Climatisation)



Les performances réelles des pompes à chaleur en maisons individuelles

Les travaux récents de prospective visant la neutralité carbone à l'horizon 2050 en France soulignent unanimement l'importance cruciale de la transition énergétique dans le secteur du bâtiment. Parallèlement, les vecteurs énergétiques utilisés, notamment pour le chauffage, doivent être décarbonés, et la sortie des énergies fossiles doit être orchestrée.

La pompe à chaleur est un outil central de la décarbonation et elle est soutenue par les politiques publiques, notamment MaPrimeRénov', ainsi que par des dispositifs financés par des fonds privés comme les Certificats d'Économies d'Énergie.

Cependant, la performance d'une PAC est plus sensible que celle d'un générateur conventionnel. Pour éclairer le débat sur leur performance réelle dans les logements, il est essentiel d'évaluer leur fonctionnement en conditions réelles tout en évaluant la qualité de mise en œuvre des installations.

Cette étude pilotée par l'ADEME vise à recueillir des données de terrain grâce à l'audit et l'instrumentation de 100 PAC en maisons individuelles, posée en remplacement d'une chaudière. Elle permet en particulier de mesurer les coefficients de performance réels des PAC air-eau et eau-eau et d'en étudier les principaux paramètres d'influence.

Les résultats à cet égard sont très satisfaisants pour le chauffage, avec des valeurs moyennes de SCOP mesurés de 2,9 pour les PAC air/eau et 4,3 pour les PAC eau/eau. Concernant l'eau chaude sanitaire les résultats sont plus mitigés, avec un SCOP moyen de production de 2,0 pour les PAC air/eau et de 2,3 pour les eau/eau. La grande variabilité des résultats entre les logements attire néanmoins l'attention sur des dysfonctionnements et des marges d'amélioration significatives, mais aussi sur des performances parfois spectaculaires avec des SCOP supérieurs à 4 pour certaines PAC air/eau et de 7,4 pour une PAC eau/eau, qui fixent un horizon prometteur. L'analyse des résultats n'a en revanche pas mis en évidence de lien direct entre le SCOP des PAC et la performance du bâti : des bons SCOP ont été constatés dans des maisons peu isolées alors que des SCOP moyens ont été mesurés dans des maisons bien isolées.

Afin d'améliorer l'efficacité énergétique des installations, plusieurs recommandations sont formulées : meilleure maîtrise du réglage des lois d'eau, limitation du cyclage et une meilleure mise en œuvre hydraulique, réduction des consommations hors production, meilleure mise en œuvre des bouteilles de découplage et des circulateurs, optimisation des programmations horaires, généralisation et amélioration des opérations de maintenance. Cette étude met donc en évidence le très grand potentiel des PAC pour améliorer l'efficacité énergétique et la décarbonation des logements sur le territoire.

Magalie CAMPMAS

Responsable Pôle Bus-Bateaux - SYTRAL Mobilités



Décarboner 1 000 bus en 15 ans :

le défi lyonnais de la transition énergétique pour le 2ème réseau de transport en commun de France

Avec un réseau de transport en commun électrifié à 74 % grâce à ses métros, tramways et trolleybus, Lyon bénéficie d'un ancrage déjà important en matière de mobilité décarbonée. Pourtant, il lui reste le défi d'ampleur de verdir intégralement sa flotte de 1 000 autobus d'ici 2035 et d'adaptation de ses 10 centres de remisage et de maintenance aux nouvelles technologies de bus propres.

SYTRAL Mobilités fera ainsi évoluer un parc composé en 2020 à 86 % de véhicules diesel et à 14 % de véhicules électriques vers la cible en 2035 de 70 % de bus électriques et de 30 % de bus fonctionnant au biogaz. Une transformation qui dépasse largement le simple remplacement de véhicules thermiques par des véhicules à faibles émissions. En effet, elle implique de repenser l'ensemble du système : la conversion des dépôts existants et la mise en service de nouveaux, le déploiement d'infrastructures de recharge, la mise en place d'outils de supervision et de pilotage de la recharge, l'évolution des compétences des conducteurs et des équipes de maintenance et l'adaptation de l'exploitation aux nouvelles contraintes liées à l'autonomie des véhicules et aux temps de recharge.

Cette transition s'inscrit par ailleurs dans un contexte particulièrement complexe. Les investissements nécessaires à l'électrification des flottes interviennent alors que la dette nationale est au plus haut, les tensions géopolitiques fragilisent les chaînes d'approvisionnement et l'accès à certains composants stratégiques. Les réglementations européennes imposent aux constructeurs de bus de profondes mutations, notamment en matière d'émissions de CO2 soumises à des pénalités qui, en cas de non-respect, les mettraient en péril.

La transition énergétique soulève également de nouveaux défis techniques. En matière de production d'électricité : un dépôt de 100 bus électriques représente la consommation instantanée de 10 000 logements. Les épisodes climatiques extrêmes, comme les fortes chaleurs de cet été 2026, mettent en évidence la sensibilité des performances des bus électriques, obligeant les exploitants à trouver en permanence le meilleur équilibre entre autonomie, disponibilité du matériel et confort des voyageurs.

Philippe DESMAISON

Directeur Développement Durable - AWS France



Efficacité énergétique et empreinte carbone des data centers : comprendre les enjeux et les responsabilités

En mutualisant les charges de travail à grande échelle, le cloud fonctionne comme un transport en commun de l'informatique : plutôt que chaque entreprise gère ses propres serveurs, les ressources sont partagées pour en maximiser l'usage et en réduire l'empreinte.

Mais comment s'assurer que cette promesse est tenue ?

Des indicateurs comme le PUE (efficacité énergétique) et le WUE (efficacité hydrique) permettent de mesurer la performance réelle des data centers, tandis que des méthodes reconnues évaluent l'empreinte carbone globale des usages numériques. L'histoire montre cependant qu'un gain d'efficacité peut entraîner un surcroît de consommation - c'est le paradoxe de Jevons - ce qui pose la question de la sobriété numérique. C'est pourquoi nous verrons comment se partage la responsabilité environnementale : au niveau de l'infrastructure elle-même (OF the cloud), au niveau de la façon dont on l'utilise (IN the cloud) et les solutions que le numérique rend possibles pour décarboner d'autres secteurs (THROUGH the cloud).

Julien DUMAS

Directeur des opérations - Domosolaris



Quand la PAC Air/eau réussit l'épreuve du grand froid

La pompe à chaleur constitue aujourd'hui l'un des principaux leviers de décarbonation du chauffage et de la production d'eau chaude sanitaire. Pourtant, ses performances réelles lorsque les températures extérieures deviennent très basses restent encore trop régulièrement questionnées.

Cette présentation s'appuie sur le suivi de plusieurs centaines d'installations en conditions réelles, en climat froid, afin d'analyser les performances effectivement obtenues, aussi bien pour le chauffage que pour la production d'eau chaude sanitaire.

Au-delà des performances moyennes, l'analyse de la distribution des SCOP mesurés permettra d'identifier et d'expliquer certains écarts observés entre les installations. Dimensionnement de la pompe à chaleur, régime de température et loi d'eau, caractéristiques des émetteurs, débits hydrauliques, volume tampon, cycles de fonctionnement, mais aussi dimensionnement et programmation de la production d'eau chaude sanitaire seront notamment abordés.

À travers des résultats statistiques et plusieurs cas concrets, la présentation montrera comment un dimensionnement soigné, une mise en service rigoureuse et un suivi des performances dans le temps permettent d'identifier les dérives, d'optimiser les réglages et de maintenir durablement de bonnes performances, y compris sous des climats rigoureux.

Enfin, une courte ouverture élargira la réflexion aux services complémentaires que peut apporter une installation bien conçue : rafraîchissement, notamment sur plancher ou ventilo-convecteurs, et intégration dans un système énergétique associant pompe à chaleur et production photovoltaïque.

Eric GASPAROTTO

Directeur Mission Certificats d'Economie d'Energie (CEE) - EDF



Electrification & Certificats d'Economies d'Energie (CEE) : après l'impulsion, la concrétisation est en marche

Le dispositif CEE est certes critiquable mais ses bénéfices pour la société française sont maintenant devenus supérieurs à ses inconvénients.

Le dispositif CEE a évolué positivement depuis la fin de la 5ème période en appuyant maintenant bien plus fortement les objectifs de la Stratégie Française Energie Climat et la nécessaire souveraineté énergétique française via l'accélération de la sortie des énergies fossiles ; parmi les principales évolutions :

- le passage en énergie finale intégrale,
- la création de nombreuses fiches électrification bonifiées avec exigence d'efficacité énergétique des solutions aidées,
- la suppression de fiches CEE fossiles.

De plus, le dispositif a permis la mise en place de process travaux sectoriels élaborés et soutenus par une filière d'acteurs CEE performants qui transforment au quotidien les Mds€/an d'aides CEE en travaux réalisés auprès des ménages et des entreprises.

Cependant, comme nous l'aborderons, il reste encore des évolutions importantes à conduire en appui des priorités gouvernementales assignées au dispositif CEE.

Jean-Pierre HAUET

Président du Conseil scientifique d'Equilibre des Energies



Un nouveau grand défi pour les années à venir : l'électrification du transport routier de marchandises

Le secteur des transports est le seul grand secteur dont les émissions territoriales n'ont pas décroché depuis 1990. Le secteur routier émettait 116,2 MtCO₂eq en 1990 ; il en a émis, en 2025 114,9 Mt. Sur ce total, les véhicules légers sont largement dominants mais les poids lourds dédiés au transport de marchandise émettent cependant environ 27 MtCO₂eq.

La décarbonation des poids lourds est à l'ordre du jour depuis plusieurs années et des solutions fondées sur le bioGNV, les biocarburants et l'hydrogène ont été proposées mais ne sont pas de nature à répondre à un objectif de massification et aux règles de décarbonation imposées par l'Europe pour les poids lourds neufs mis sur le marché.

L'électrification des poids lourds est une solution qui s'ouvre aujourd'hui, en héritant des progrès considérables réalisés dans le cadre des véhicules électriques particuliers

Tous les constructeurs proposent aujourd'hui des modèles de poids lourds électriques avec des autonomies réelles pouvant aller jusqu'à 500 voire 600 km. Un standard de recharge dédié aux poids lourds est né en Europe : le MCS, permettant de réaliser la recharge des batteries, si nécessaire, pendant les pauses réglementaires.

Une difficulté essentielle subsiste au niveau du coût d'investissement qui atteint, avant aides publiques, 2,5 à 3 fois le prix d'un poids lourd au gazole. Mais les progrès réalisés en Chine et le niveau de prix proposé par les Chinois laisse à penser qu'un décollage massif des poids lourds électriques est possible.

Une étude réalisée par Equilibre des Energies a permis d'analyser de façon précise le positionnement actuel des poids lourds électriques en termes techniques et économiques et de définir les mesures de soutien qu'il convient de mettre en place pour assurer leur développement. Cette étude est en cours d'extension à l'Europe.

Eric MAUCORT

Président de l'association « Sauvons Le Climat » (SLC)



Présentation de SLC et des enjeux de l'électrification

En qualité de Président de SLC, Eric MAUCORT introduira et conclura l'Université. Lors de la conférence ouverte au public, il présentera les grands enjeux de l'électrification, vus de l'association.

Pierre MILLEREAU

Responsable Programme R&D CO2 Groupe - Saint Gobain



Décarbonation chez Saint-Gobain :

l'exemple des procédés verriers

Dans son cheminement vers la neutralité carbone à 2050, Saint-Gobain a atteint son premier objectif en baissant ses émissions (scope 1&2) de -33% depuis 2017. Cette diminution résulte d'investissements industriels, de l'optimisation des procédés et du recours croissant à de l'énergie bas carbone.

En revanche pour continuer à progresser vers la neutralité carbone, il faut désormais s'attaquer à des émissions plus difficiles à réduire. Cette problématique est particulièrement importante pour les activités verrières du Groupe pour lesquelles les différents leviers de décarbonation sont confrontés à des défis énergétiques, économiques mais aussi technologiques.

Christian POITOU

Responsable de Programme R&D « Performance et Électrification des bâtiments et de l'industrie » - EDF



Décarboner l'industrie par l'électrification :

la France a la carte, il est temps de la jouer

L'industrie française représente à elle seule près de 20% des consommations énergétiques du pays. Elle émet environ 16% du CO2 de la France pour produire la chaleur dont elle a besoin à partir de combustibles fossiles, alors que notre pays dispose d'une électricité décarbonée, abondante et compétitive. Aujourd'hui il est techniquement possible d'électrifier jusqu'à 85% des usages thermiques industriels avec 3 grandes familles de solutions : PAC/CMV, fours électriques, chaudières électriques. La R&D d'EDF intervient aux côtés d'équipementiers, de centres techniques, d'industriels pour qualifier des solutions électriques performantes dans le cadre d'opérations exemplaires ayant vocation à ensuite se déployer massivement.

L'urgence climatique nous engage au changement. Les grandes nations industrielles se mettent en mouvement pour anticiper les contraintes réglementaires à venir. A nous de jouer !

Raphaël SCHELLENBERGER

Député du Haut-Rhin



Produire en France avec l'énergie de France : de l'avantage électrique à l'avantage industriel

L'électrification de l'industrie existante est l'un des leviers les plus puissants pour produire en France avec l'énergie de France. Elle permet de réduire notre dépendance aux énergies fossiles importées, de moderniser l'outil productif, de renforcer la compétitivité des sites existants, de soutenir la réindustrialisation des territoires et de donner un contenu concret à la souveraineté énergétique.

La France doit transformer son avantage électrique en avantage industriel. Pour cela, l'électrification doit être assumée comme une politique industrielle d'État s'appuyant sur 5 priorités :

- rendre l'électricité compétitive pour l'industrie productive,
- raccorder les sites existants selon des critères de maturité et d'intérêt général,
- massifier les solutions matures dans l'industrie diffuse,
- construire des stratégies dédiées pour les filières lourdes,
- renforcer l'écosystème industriel et la sécurité d'approvisionnement du système électrique.

La dynamique est engagée : les industriels reconsidèrent leurs projets, les apporteurs de solutions se structurent, les territoires se mobilisent, les gestionnaires de réseaux adaptent leurs méthodes, et la parole politique évolue. Tout un écosystème est en marche pour réussir le pari de l'électrification. Il faut désormais accélérer, clarifier et stabiliser.

Damien SIESS

Chef de Projet à la Direction Régulations - EDF



Electrification : la France peut-elle rattraper son retard au démarrage ?

Alors que la France était historiquement un des premiers pays à choisir de s'appuyer sur une électricité souveraine pour faire face aux premiers chocs pétroliers, un constat s'impose depuis des décennies, la part de l'électricité dans notre consommation finale d'énergie stagne obstinément autour de 25 % tandis que d'autres pays nous ont rattrapés et même dépassés. Cette dépendance persistante aux énergies fossiles nous maintient sous perfusion des marchés mondiaux et nous expose de plein fouet aux crises géopolitiques. Les récents blocages dans le détroit d'Ormuz sont venus nous rappeler cruellement cette vulnérabilité : un choc à l'autre bout du monde, et c'est toute notre économie qui vacille.

Face à l'urgence climatique et sécuritaire, l'électrification massive de nos usages (transports, bâtiment, industrie) n'est plus une simple option environnementale, mais un impératif de souveraineté nationale. La France dispose-t-elle des infrastructures, de la volonté politique et des capacités industrielles pour accélérer le mouvement ? Sommes-nous condamnés à subir ou prêts à enfin enclencher la vitesse supérieure ?

Marie-Line VAIANI

Directrice Exécutive - Conseil Français de l'Énergie (World Energy Council France)



L'électrification des usages : enjeux, stratégies et politiques

Le Conseil Français de l'Énergie est le comité représentant la France auprès du World Energy Council, organe reconnu par les Nations Unies. Le Conseil Français de l'Énergie regroupe les principaux acteurs français du secteur de l'énergie (entreprises, administrations, organisations professionnelles ou universités).

Frédéric VERDEJO

Directeur du service prescription France – marchés résidentiels et collectifs - Spécialiste PAC Air-Eau - Panasonic heating & cooling solutions Europe



Pompes à chaleur de grande capacité pour accélérer la décarbonation du bâtiment ? Le temps est venu !

La pompe à chaleur (PAC), longtemps limitée aux maisons individuelles, s'impose désormais comme une solution de référence pour l'habitat collectif et le secteur tertiaire. Soutenue par le plan d'électrification du gouvernement, elle répond à un double enjeu : accélérer la décarbonation du chauffage et renforcer la souveraineté énergétique et industrielle de la France en réduisant la dépendance aux énergies fossiles importées.

L'ensemble de la filière se mobilise depuis de nombreuses années pour ce moment clé. Les industriels sont prêts. Les capacités de production sont là, la formation monte en puissance, l'offre de produits et de services permet d'adresser tous les publics.

Sur le plan technologique, la pompe à chaleur répond aujourd'hui à une quasi-majorité des projets. En passant d'une logique individuelle, à une logique de besoins, la PAC a su s'ouvrir aux marchés à haut potentiel que sont le résidentiel collectif et le secteur tertiaire. Avec l'arrivée de PAC de forte puissance, des systèmes de cascade et leur capacité d'hybridation sur des installations existantes, les pompes à chaleur s'imposent désormais comme sérieuses concurrentes aux chaufferies équipées de chaudières.

Dans le secteur tertiaire, la PAC air-eau devrait elle aussi s'imposer de par sa capacité à s'intégrer, à s'adapter à différentes configurations et à fournir un double service chauffage et eau chaude sanitaire, renforcé par les propriétés des réfrigérants avec un plus faible PRG tels que le R290 qui permet un volume disponible plus important.

Avec le nouveau plan d'électrification, le gouvernement donne une direction claire et des engagements forts en faveur de la pompe à chaleur. Ce cadre doit permettre de sécuriser les investissements passés et à venir et apporter plus de confiance à un secteur qui a connu de nombreuses promesses sans avoir pu, jusqu'à maintenant, exprimer son plein potentiel et démontrer sa capacité à répondre aux enjeux européens et aux attentes des Français.



Siege social : MVAC 15 passage Ramey
75018 PARIS

<http://www.sauvonsleclimat.org>

Sauvons Le Climat est une association dont le but est de conduire à des politiques de lutte contre le réchauffement climatique – rationnelles, volontaristes et efficaces – grâce au partage d'analyses scientifiques et cartésiennes à destination des dirigeants, des décideurs et du grand public.

www.sauvonsleclimat.org



REJOIGNEZ NOUS